

Commentaire déposé par *Montréal pour tous*



Consultations publiques portant respectivement sur les projets de règlements de mise en œuvre de la loi sur les hydrocarbures et sur les mesures à mettre en place dans le cadre de la transition énergétique

Gouvernement du Québec

Décembre 2017

Montréal pour tous est un groupe de citoyens non partisan, actif sur la scène municipale depuis 2011.

*Nous accueillons les propriétaires, locataires et commerçants de tous les arrondissements de la Ville de Montréal, qui, indignés par les fortes hausses de l'évaluation foncière et des taxes municipales annoncées dans la foulée des révélations de la commission Charbonneau, réclament des **changements profonds dans la gouvernance des institutions municipales**. Nous croyons au bien-fondé de la taxe foncière et sommes prêts à faire notre part. Mais, avant de payer davantage, nous exigeons que les finances publiques soient assainies grâce notamment à un **contrôle étroit des dépenses** et par la mise en place **de mesures robustes pour contrer la corruption**. Nous plaidons aussi pour qu'une **aide ciblée soit offerte aux citoyens les plus démunis**, ceci pour conserver la mixité des arrondissements et garder la ville accessible à toutes les classes sociales.*

Montréal pour tous participe assidument, par le dépôt notamment de recommandations et de mémoires, aux divers forums de consultation publiques institués par la Ville de Montréal: conseil municipal, commission de la présidence du conseil, commission sur les finances et l'administration, sur des sujets d'importance tels que le programme triennal d'immobilisations, les prévisions budgétaires des services et organismes de compétence municipale, le rapport du Vérificateur général, l'évaluation foncière.

Recherche et rédaction : Johanne Dion

Pour nous joindre :

- **montrealpourtous@gmail.com**

Pour nous suivre :

- Site Web : **montrealpourtous.com**
- Facebook : <https://fr-ca.facebook.com/MontrealPourTous>

Une consultation simultanée, mais sans arrimages quant à leur finalité, sur 2 thématiques pour le moins antinomiques nous laisse perplexe, pour ne pas dire plus... Cette perplexité une fois étayée nous amène à faire les constats qui vont suivre. Notre propos portera plus spécifiquement sur la promotion qui est faite de la filière gazière, dans ces 2 dossiers.

Consultations de façade et promiscuité...

Consultation publique... à huis clos, sur la base d'une information dispensée, biaisée ou incomplète, dans les moments les moins opportuns¹, cadre législatif adopté sous le baillon², etc., force est de constater que le processus de gestation de la politique énergétique du Québec n'aura pas aidé au resserrement du lien de confiance entre les citoyens et leurs institutions. Depuis 2010, après 8 consultations publiques sur la question du gaz de schiste et des hydrocarbures et malgré l'opposition quasi-unanime de l'ensemble de la société civile, des partis d'opposition, des premières nations et du monde municipal, l'exploration et l'exploitation des énergies fossiles, avec facturation hydraulique, peut assurément... aller de l'avant... Message compris...! Notons que notre bon gouvernement est lourdement investi dans les filières du gaz et du pétrole à travers plusieurs de ses créatures: Caisse de dépôt et placement du Québec, Investissement Québec (notamment le Fond Capital Mines Énergie, géré par Ressources Québec) ou autres... De quoi perdre un peu d'indépendance... La structure corporative de Gaz Métro, le principal distributeur de gaz naturel au Québec, (maintenant Énergir, voir en annexe), qui met notamment en présence la Caisse de dépôt et placement, le Fonds de solidarité FTQ et la pétrolière Endbridge, est intéressante à ce titre puisqu'elle illustre bien la proximité de l'industrie et des mandarins de l'État...

Déni des avancées de la science

Le gouvernement semble avoir assimilé le discours de l'industrie, selon lequel le gaz naturel serait une source d'énergie « propre »³, qui a un rôle clé à jouer dans la réduction des gaz à effet de serre et la réalisation de la transition énergétique en cours au Québec. Plusieurs initiatives, mises de l'avant dans le cadre de la Politique énergétique 2030, viennent soutenir financièrement la distribution et la consommation de gaz naturel⁴: d'extension du réseau gazier (Fond vert : tronçon de Bellechasse : 17,5M\$; Beauce: 6,7M\$; Portneuf : 7,5M\$; MRC des Appalaches : 13,2M\$), conversion d'équipements au gaz naturel (programme RénoVert : 122,6M\$), etc.

¹ Voir <https://montrealpourtous.com/2016/09/19/dormir-au-gaz/>

² <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1004990/assemblee-nationale-baillon-adoption-projet-loi-106-hydrocarbures-manifestation>

³ Voir <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/511661/congres-de-l-apgq-a-montreal-questerre-mousse-son-projet-de-gaz-propre>

⁴ N.B. L'accès aux fonds publics pour les projets d'exploitation de gaz et de pétrole sera par ailleurs facilité. Voir <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/513407/energies-fossiles-quebec-elargir-l-acces-aux-fonds-publics>

Or, selon plusieurs experts, il est faux de prétendre que le gaz naturel soit une énergie de transition viable ^{5 6}. Si le gaz naturel émet effectivement moins de dioxyde de carbone (CO₂) que d'autres sources d'énergie - le mazout, par exemple - tous les gains sont pour ainsi dire annulés par les émissions fugitives de méthane (CH₄) - pertes, fuites ou combustion incomplète - qui, ont, à quantité égale d'émissions, un potentiel de réchauffement planétaire 86 fois plus élevé que le dioxyde de carbone sur une période de 20 ans. Et, selon le scientifique américain Richard Howarth ⁷, le gaz obtenu par des méthodes «non conventionnelles» - que Gaz Métro admet distribuer en quantités croissantes - aurait, si l'on tient en compte de toutes les étapes de la chaîne complète de production, une intensité carbone (mesurée en gr de CO₂ par megajoule d'énergie produite) pire que celle du charbon, sur une période de 20 ans.

La poursuite, à tous crins, du développement de la filière gazière, en dépit des données scientifiques objectives compromet à notre avis l'atteinte des cibles de réduction des émissions de GES que le Québec s'est donné (!) et capte indument des ressources financières, matérielles et humaines, qui pourraient par ailleurs être investies dans une réelle transition...Plus que du sur-place, un recul !

Investissements publics sans espérance de marchés

Nous limiterons notre analyse au projet Bourque, situé à l'est de Murdochville, qui fera figure d'exemple, pour les besoins de la démonstration.

Aux dires de l'Association des manufacturiers et exportateurs du Québec, le projet Bourque serait le point d'ancrage entre le Plan Nord, la Stratégie maritime et le développement de nouvelles ressources en énergie ⁸. Le gouvernement, qui est aussi un partenaire majeur dans le développement de ce projet (45% de la co-entreprise menée par Pieridae (Petrolia) en partenariat avec Tugliq Gaz Naturel Québec inc.; plus de 22M\$ investis⁹), a toujours présenté ce projet d'exploitation gazière¹⁰ comme un moyen de permettre à des

⁵ Voir <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/507324/le-recours-accru-au-gaz-naturel-nuit-a-la-lutte-contre-les-changements-climatiques-affirme-un-expert-du-giec>. Voir aussi commentaires de Marc Brullemans. Voir <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/513407/energies-fossiles-quebec-elargir-l-acces-aux-fonds-publics>. Voir commentaires de Marc Durand, doct-ing. en géologie et géotechnique.

⁶ Robert W. Howarth, 'A bridge to nowhere: methane emissions and the greenhouse gas footprint of natural gas', présentation à la conférence « Fossil Fuel Lock-in: why gas is a false solution », 26-28 septembre 2016. Voir http://www.rosalux.eu/fileadmin/user_upload/Powerpoints/Howarth-Cornell-Natural-gas-methane-after-cop21.pdf

⁷ Dans le gaz naturel, énergie de transition. Briefing scientifique, 5 septembre 2017, p.71. Aussi Robert W. Howarth, 'A bridge to nowhere: methane emissions and the greenhouse gas footprint of natural gas', présentation à la conférence « Fossil Fuel Lock-in: why gas is a false solution », 26-28 septembre 2016. Voir http://www.rosalux.eu/fileadmin/user_upload/Powerpoints/Howarth-Cornell-Natural-gas-methane-after-cop21.pdf

⁸ Voir <http://qc.cme-mec.ca/?lid=YXN82-W3NF7-IC132&cid=KDJMV-HHU4U-CPPM9&comaction=show>

⁹ Voir Alexandre Shields, Le pétrole du projet Bourque serait exploité par fracturation, 29 novembre 2017

¹⁰ Selon un rapport d'évaluation récent, rédigé par la firme Sproule, le « gisement » présenterait aussi un potentiel pétrolier intéressant. Les auteurs précisent cependant que ces estimations préliminaires « ne

entreprises, notamment de la Côte-Nord, d'avoir accès à du gaz naturel afin de réduire leur consommation de charbon, de diésel ou de mazout.

Si le projet se concrétisait, le gaz exploité serait transporté jusqu'à la baie de Gaspé par un gazoduc en acier de 60 kilomètres, construit par une firme spécialisée. Une « *usine de liquéfaction flottante* »¹¹ serait installée dans le secteur du quai industriel de Sandy Beach, à environ trois kilomètres du centre-ville. Une autre « *unité flottante* »¹² servirait à stocker le gaz naturel liquéfié (GNL). De barges de transport et des petits navires méthaniers de 3000 à 6000 m², opérés par le Groupe Océan, assureront la desserte maritime juste-à-temps des clients locaux sur la Côte-Nord et dans le Golfe St-Laurent, que sont les communautés et les compagnies minières et industrielles de transformation, les voies ferrées, et flottes de camions miniers, etc.

Or, le promoteur après analyse des conditions prévalant sur le marché domestique a jugé que la conjoncture ne lui était pas favorable... Il s'est donc tourné...vers l'exportation, le site ayant été notamment choisi en prévision de l'accostage de méthaniers de grande capacité¹³. Une « *demande de licence d'exportation de gaz naturel* » a été déposée à l'Office national de l'énergie en août 2016, pour « *une période d'exploitation de 25 ans* » basé sur un scénario dans lequel tout le gaz exploité serait directement exporté, à raison de 37,5 milliards de pieds cubes par année¹⁴.

Par contre, il se pourrait fort bien que les conditions prévalant sur le marché d'exportation ne soient guère plus favorables : Leonardo Maugeri, un spécialiste de la géopolitique des projets d'énergie place en effet peu d'espoir dans la concrétisation, sauf exception, de projets d'exportation de gaz liquéfié au Canada avant une dizaine d'années. Quant à l'utilisation d'« *usine de liquéfaction flottante* » comme alternative à la construction d'infrastructures terrestres, cette option relève encore selon lui du domaine expérimental : « *Cost hypotheses have yet to prove correct, and given the challenge of building such a large and untested floating structures in a period of high cost, it is likely that the final cost will be higher than planned...* »¹⁵

Faute d'avoir bien su calibrer le potentiel des marchés domestiques et/ou d'exportation, les investissements des Québécois dans la filière gazière effectués au nom de la transition énergétique risquent de devoir être inscrits dans la colonne des pertes financières et, pire encore, au très grand livre de la croissance des émissions de GES, quand ces investissements étaient censés réduire les GES!

tiennent pas compte du facteur de récupération des hydrocarbures en place ni du caractère économique de leur développement éventuel ». Voir <http://www.marketwired.com/press-release/pieridae-energy-limited-sroule-update-on-bourque-tsx-venture-pea-2241711.htm>

¹¹ Floating liquefied natural gas facility (FLNG).

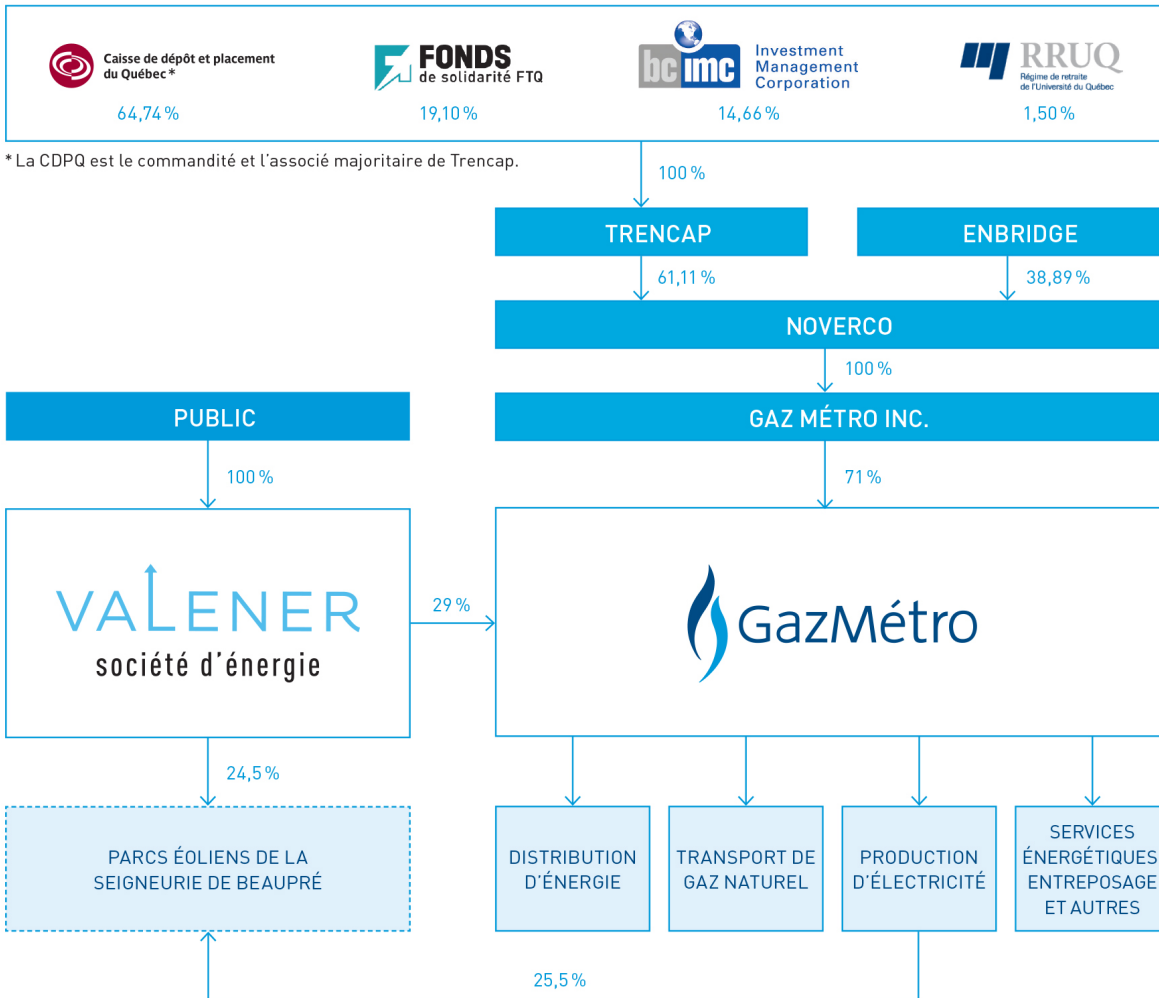
¹² Floating storage unit (FSU).

¹³ 250 mètres de longueur sur 45 mètres de largeur, la taille des navires du projet Rabaska.

¹⁴ Voir Site de l'office national de l'énergie : A79191-2 Demande d'obtention de licence d'exportation de Gaz

¹⁵ Leonardo Maugeri, Falling short : a reality check for global LNG exports, Harvard Kennedy scholl, décembre 2014, p. 29 à 32.

ANNEXE – Structure corporative Gaz Métro
<http://www.valener.com/qui-nous-sommes/structure-corporative/>



* La CDPQ est le commandité et l'associé majoritaire de Trenchap.